

Objekttyp: **TableOfContent**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **85 (1997)**

Heft 1406

PDF erstellt am: **30.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

4

Suisse actuelles

- On vote le 8 juin
- Les quotas auront-ils jamais la cote?
- Brèves

8

Monde

- Notre - Votre santé

10

Dossier

- Sortir de la violence conjugale
- Un numéro: Le 157 00 00

18

Mots d'elles

- La Marquise est aux anges

19

Hommage

- Ella - Laurence: une longue amitié

20

Cantons actuelles

- Révision de la Constitution vaudoise
- Brèves

20

Cultur...elles

- Silence elles tournent
- Le journal de Rivesaltes
- A Lire
- LA DER

24

Spectacle

- Carouge est «Eurocompatible»

Le prochain numéro étant un numéro double, il sera dans vos boîtes aux lettres après la mi-juin.



TROP OU PAS ASSEZ

Il est des sujets dont on parle trop ou pas assez. La violence domestique est de ceux-là. On en redemande lorsqu'elle apparaît dans la rubrique faits divers. Intelligemment traités comme dans la Cronaca du journal italien *La Repubblica*, ils nous touchent, nous interpellent, nous effrayent parfois par leur dureté. Abordés avec la finesse de l'éléphant déambulant dans un magasin de porcelaines, ils choquent, c'est vrai, comme cette affichette qui titrait allègrement: il abat sa femme et son chien. On apprend, presque accessoirement, au détour d'une phrase de l'article, que cet homme a tenté de mettre fin à ses jours. Et donc, qu'il y a drame humain, détresse et que l'empathie est de rigueur. Bonne ou mauvaise, la chronique colle à l'actualité, elle est écrite jour après jour et sans le recul qui permet d'observer le phénomène dans son contexte. Ce n'est pas le rôle d'une chronique, direz-vous! Et vous aurez raison. La différence se situe dans la prise de position, la sensibilité du ou de la journaliste, et c'est déjà beaucoup.

En ce mois de mai, une campagne nationale salutaire, magnifiquement orchestrée par toutes les forces vives de notre société est lancée pour lutter vraiment contre la violence conjugale (sujet de notre dossier). Cette campagne, parce que comme l'écrit Daniel Welzer-Lang: *le temps est venu de considérer légitime l'espoir des femmes et des hommes de vivre autrement et de leur en donner les moyens. /.../ Toute personne, homme, femme, enfant, a droit à une alternative à la violence.*

Et voilà, que quelques jours avant le lancement de cette campagne, des ronchons commencent à dire qu'on en parle trop! Peut-être parce qu'on en parle trop bien? Trop, pas assez encore, on reproche aux féministes d'être trop fermées et pourtant force est de constater que les hommes, eux, manquent parfois d'ouverture. Souvenirs: ce printemps, à Uni-Dufour, sous l'égide du Fonds national de la recherche scientifique, de l'Université de Genève et de l'Université de Lausanne, les résultats de huit recherches romandes menées dans le cadre du PNR35 (un programme national de recherches sur l'égalité) sont présentés. Le colloque est rondement mené, les sujets*, concernant notre vie à tous et à toutes, ont permis de brosser un tableau intéressant de l'égalité et des résidus d'inégalité. Sauf que Thanh-Huyen Ballmer-Cao, professeure ordinaire à l'Université de Genève, qui dirige le PNR35 depuis 1991, avoue être surprise de voir bien plus d'hommes sur le podium que dans la salle. En effet, sur les huit porte-parole des recherches, quatre étaient des hommes... Seuls deux hommes étaient dans la salle. Trop ou pas assez?

Brigitte Mantilleri

*Liste des huit recherches: Patricia Roux, Valérie Perrin, Marianne Modak et Bernard Voutat: *Modèles normatifs de l'égalité et justifications des pratiques inégalitaires entre femmes et hommes*; Viviane Gonik, Malik von Allmen, Benoît Bastard et Laura Cardia-Vonèche: *Construire l'égalité. Femmes et hommes dans l'entreprise*; Roland Campiche: *Les traditions chrétiennes: sources ou frein de l'égalité entre les sexes*; Christine Dellsperger: *Le travail atypique des femmes en Suisse. Travail féminin et formes d'emploi*; Yves Flückiger: *Analyse économique des causes des inégalités salariales entre hommes et femmes en Suisse*; Lucienne Gillioz, Jacqueline de Puy, Véronique Ducret: *Domination masculine et violences envers les femmes dans la famille en Suisse*; Luisella Goldschmidt-Clermont, Elisabetta Pagnossin-Aligisakis et Choukoufeh Samii-Etamad: *Valorisation monétaire du travail non-marchand des ménages*; Anne-Lise Head-König, Liliane Mottu-Weber et Véronique Borgeat-Pignat: *Les origines historiques des inégalités entre femmes et hommes en Suisse sur le plan juridique, économique et social.*

Si vous désirez plus de renseignements concernant les différentes études, voire commander l'une d'entre-elles, ou encore recevoir le **Bulletin 2** du Programme national de recherche 35 intitulé *Femmes, droit et société*, téléphonez au 031/308 22 22.